



TOUS À L'ÉCOLE
La rentrée sera *light*

Jusqu'à
4 MOIS*
de remise
Niveau en
24H*

BANK OF AFRICA
EMCE GROUP



LE MESSAGEUR
Notre application est disponible

Gardez l'actualité togolaise partout en poche sur votre téléphone android

Google Play

N° 776 du 03 août 2022

Prix 250 F cfa

LE MESSAGEUR

Hebdomadaire Togolais d'Informations Générales et de Publicité



DRAME DE POGNOA -SANKOADO

LE TOGO N'EN EST POUR RIEN

Page 7

Vie chère

LES TOGOLAIS DEVRONT ENCORE SERRER LA CEINTURE

Page 3



LE MINISTRE KODZO ADEDZE LANCE LA CAMPAGNE DE PROMOTION DE LA 17ÈME ÉDITION DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ

Page 5



Carnet noir

CHARLES KONDI AGBA CONDUIT À SA DERNIÈRE DEMEURE

Page 4




Tous mes services au bout du doigt ?
Clic, Appli TMoney !

Avancer. Pour vous. Pour tous.

Google Play
Téléchargez et utilisez gratuitement l'appli.

Togocom

"L'Afrique ne veut plus s'aligner sur les grandes puissances, quelles qu'elles soient"

OPINION DE PROF. ROBERT DUSSEY

Les anciens colons ont encore la faiblesse de ne pas associer le continent aux grands enjeux mondiaux, estime Robert Dussey, ministre des affaires étrangères du Togo et l'un des diplomates africains les plus influents

Le rôle assigné à l'Afrique depuis le début de la guerre en Ukraine est évocateur de l'image qu'ont encore les grandes puissances de notre continent: leur zone d'influence. L'Afrique n'a pratiquement aucun impact sur l'ordre mondial actuel alors qu'elle subit très drastiquement les conséquences de cette crise qui affecte notamment sa sécurité alimentaire. Elle ne revêt un intérêt aux yeux des grandes puissances que lorsqu'elles se retrouvent en difficulté. Avant de se préoccuper du positionnement de l'Afrique dans le conflit ukrainien, il faut se préoccuper d'abord de la place – ou plutôt du strapontin – que l'Afrique occupe sur la scène mondiale. Pour preuve, dans toutes les discussions relatives au conflit russo-ukrainien, l'Afrique a été mise à l'écart.

Pour de nombreuses grandes puissances, le continent africain n'a tout simplement pas de rôle à jouer en tant qu'acteur «majeur» au sens kantien du terme. Indifférentes aux changements, elles pensent habiter le même monde qu'autrefois. Quand les Nations unies ont été créées en 1945, hormis le Liberia et l'Éthiopie, les pays d'Afrique n'étaient pas encore indépendants. Après 77 ans, c'est le même système international qui perdure du fait de la volonté des cinq membres permanents du Conseil de sécurité.

L'Afrique, entité purement instrumentale

Le projet d'intégration africaine reste certes toujours en chantier. Toutefois, un consensus s'est dégagé au sein de l'Union africaine sur la nécessité pour le continent d'obtenir deux sièges de représentants permanents au sein du Conseil de sécurité, en plus des deux sièges de membres non permanents réservés aux États afri-

cains. Or malgré ce consensus de 55 États membres, les réticences des cinq membres permanents à voir l'Afrique occuper cette place ne font aucun doute. La voix de l'Afrique n'est pas entendue, car certains ne veulent tout simplement pas que l'Afrique soit un continent fort. Les grandes puissances veulent réduire l'Afrique à une entité purement instrumentale au service de leurs causes. Elles s'efforcent le plus souvent à amener les Africains à adhérer à leur «narratif» et, in fine, à soutenir un camp contre un autre, selon une logique diplomatique utilitariste. Quand il s'agit de voter une résolution au Conseil de sécurité, nous sommes activement sollicités d'un côté comme de l'autre. L'Afrique est alors très courtisée, voire mise sous pression par certains de ses partenaires.

Une multitude de partenaires

Ces États d'esprits et agissements qui relèvent d'une autre époque s'expriment dans un contexte historique où l'Afrique a pris conscience de sa responsabilité propre. Elle parle de plus en plus d'une seule et même voix. Les fractures de l'époque coloniale entre une Afrique dite francophone et l'autre anglophone se sont estompées, tout comme les idéologies «post-guerre froide» qui ont dominé toute la seconde partie du XXe siècle.

L'Afrique actuelle n'est plus celle des années 1945, encore moins celle des années 1960. Nous avons aujourd'hui en Afrique une multitude de nouveaux partenaires comme la Chine et la Turquie qui font partie intégrante de la nouvelle géopolitique mondiale, bien loin des deux blocs antagonistes qui ont structuré l'après-guerre. Le monde s'est décentré pour devenir multipolaire. Pour paraphraser Blaise Pascal, le

monde est devenu un tout dont le centre est à la fois partout et nulle part. Et l'Afrique ne peut et ne veut plus être les wagons d'une seule et même locomotive.

Beaucoup de pays africains ne se sentent aujourd'hui plus liés – au sens d'embrigadement – par l'histoire coloniale et se montrent enthousiastes à travailler avec de nouveaux partenaires. Cela devrait amener les grandes puissances à changer de logiciel. En tout cas, si elles veulent continuer de travailler avec les Africains. Il y a un défi de changement de mentalité et de comportement chez nos partenaires qui viennent tous en Afrique, sans exception, avec des agendas avant tout dictés par leurs propres intérêts. Pour l'Occident tout comme pour l'Est, je ne crois pas que les mots «partenariat» ou «alliance» soient toujours bien compris, quand il s'agit de notre continent.

Ecouter l'Afrique

Pour avoir pris part à plusieurs rencontres organisées par l'Afrique et ses partenaires extérieurs ces dernières années et avoir été le négociateur en chef des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans le cadre des négociations post-Cotonou avec l'Union européenne en 2020, je pense qu'il y a une constance. Et tous ceux qui s'intéressent à l'Afrique ne doivent pas la perdre de vue: l'Afrique attend plus d'égalité, de respect, d'équité et de justice dans ses relations et partenariats avec le reste du monde, avec les grandes puissances, quelles qu'elles soient. Aujourd'hui les Africains veulent être de vrais partenaires du reste du monde.

Dans le concert des nations, il faut que l'Afrique soit écoutée pour que le dialogue ait un sens. Le déficit d'écoute pervertit le sens du dialogue qui se trans-



forme en une juxtaposition de monologues et de raisons partiales, parfois sous le couvert d'un pseudo-multilatéralisme dont le danger réside dans la distorsion de la relation. Or, dans le monde qui est le nôtre, ce n'est qu'en mettant ensemble nos intelligences que nous pouvons nous accorder sur les objectifs à atteindre.

Pas les mêmes mégaphones

Bien que les problématiques essentielles de notre temps demeurent les mêmes, l'appréhension des mêmes problématiques diverge selon qu'on parle du nord ou du sud. Ecouter les voix africaines ne peut pas être une simple variable d'ajustement. Le continent n'a certes pas les mêmes mégaphones que les grandes puissances de ce monde. Mais sa voix compte et doit compter si l'on veut avoir l'Afrique comme partenaire sur les grands sujets internationaux. Plutôt que d'attendre à chaque fois un soutien inconditionnel du

continent, nos alliés doivent faire l'effort d'accepter l'esprit d'un vrai partenariat. L'Afrique veut coopérer avec ses alliés sur la base de ses intérêts bien compris. Pour ce faire, nos partenaires doivent se défaire des imaginaires qui se sont en grande partie forgés aux XIXe et XXe siècles. Ils sont en dissonance manifeste avec notre siècle marqué par les défis nationaux et régionaux qui ont des implications globales. Tandis que les défis mondiaux ont des déclinaisons et ramifications régionales, nationales, voire locales. Les répercussions et les perturbations économiques actuelles à l'échelle internationale, résultats directs du retour de la guerre en Europe, en sont une belle illustration.

Robert Dussey est ministre des Affaires étrangères du Togo depuis 2013. Il est l'un des rares diplomates à maintenir le dialogue à la fois avec Paris et les militaires putschistes de Bamako, qui défient la France avec l'aide de la Russie.

Transferts monétaires

60 500 MÉNAGES TOGOLAIS BÉNÉFICIAIRES

L'émergence nationale passe par le développement des communautés à la base. Dans beaucoup de zones reculées, les populations ont du mal à joindre les deux bouts. C'est face à ce constat que l'État, dont la mission régalienne est d'aider les citoyens à se mettre l'abri du besoin, a mis en place le système de transferts monétaires.

Sous-composante du projet de Filets sociaux et services de base (FSB) mis en œuvre par l'Anadeb, les transferts monétaires ont pour objectif d'accroître le revenu et la consommation des ménages ciblés et, de ce fait, leur capacité à faire face aux chocs.

Par chaque ménage, le montant par transfert est de 15 000 francs CFA. La fréquence des transferts est de 03 mois (chaque trimestre). Au début, la cible était de 52 000 ménages issus de 585 villages de 209 cantons pauvres des 05 régions du pays.

60 000 ménages bénéficiaires

Durant l'année 2021, la sous-composante des transferts monétaires a permis d'envoyer 15 000 francs à plus de 60 500 foyers vulnérables répartis sur l'étendue du territoire. Ces derniers ont bénéficié en tout de plus d'un milliard de francs CFA.

Au même moment, l'autre sous-composante du projet de FSB, les cantines sco-

laires ont permis de distribuer plus de 14 millions de repas chauds à près de 95 000 écoliers au cours de l'année 2020-2021. 7 000 km de routes et pistes rurales ont été également entretenues.

Autres villages bénéficiaires

Le gouvernement a mis la main sur une subvention en fin d'année 2021. Grâce à celle-ci, les actions du projet de Filets sociaux et services de base (FSB) vont ratisser large et toucher 900 nouveaux villages choisis en fonction de leur niveau de vulnérabilité.

Avec les 18,5 milliards de francs CFA obtenus au titre du financement additionnel,

125 000 ménages vulnérables vont bénéficier de transfert d'argent, de janvier 2022 à juin 2023. La réalisation des microprojets d'infrastructures sera accélérée dans les communautés, sans oublier la distribution des repas chauds aux écoliers dans les écoles primaires publiques.

Novissi, autre programme de transfert monétaire

Il est apparu avec la crise sanitaire pour aider les populations qui ont perdu ou risquaient de perdre leurs revenus à cause des mesures édictées par les autorités. Au total, près de 820 000 personnes ont reçu des transferts pour une somme de 13,3 milliards de francs CFA.

Togo-Ghana

LA QUESTION SÉCURITAIRE DANS LA SOUS-RÉGION AU CENTRE DES ÉCHANGES ENTRE FAURE ET ADO

Le chef de l'Etat Ghanéen était le jeudi 28 juillet 2022 chez son homologue Faure Gnassingbé.

Selon les termes du communiqué qui a sanctionné cette visite, il s'agit d'une rencontre qui se situe dans le cadre

des relations de bon voisinage entre le Togo et le Ghana. Les deux chefs d'Etat se sont entretenus principa-

lement sur la question sécuritaire dans la sous-région avec le phénomène de terrorisme qui prend une ampleur

inquiétante.

Voici le communiqué qui a sanctionné cette visite

COMMUNIQUE CONJOINT SANCTIONNANT LA VISITE D'AMITIE ET DE TRAVAIL DE SON EXCELLENCE MONSIEUR NANA AKUFO-ADDO, PRESIDENT DE LA RE PUBLIQUE DU GHANA LOMÉ, LE 28 JUILLET 2022

• Les deux Chefs d'Etat ont eu des entretiens au cours desquels ils ont procédé à des échanges de vues approfondis sur des sujets se rapportant aux questions bilatérales et régionales.

• Abordant les questions d'ordre bilatéral, les deux Présidents se sont félicités de l'excellence des relations de fraternité et de coopération qui unissent leurs deux pays et ont réitéré leur volonté commune de les renforcer davantage dans l'intérêt de leurs populations respectives.

• Les deux Chefs d'Etat se sont engagés à faciliter la libre circulation des personnes et des biens entre leurs deux pays. A cet égard, ils se sont félicités de l'accélération du processus d'opérationnalisation du poste de contrôle juxtaposé de Noèpé-Akanu. Ils ont également passé en revue les questions liées à la sécurité et à la délimitation de leur frontière commune.

• Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE s'est réjoui du climat favorable à la paix et à la sécurité qui prévaut au Ghana et a renouvelé ses félicitations à son homologue Ghanéen pour le leadership remarquable et le doigté avec lesquels il a présidé la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest jusqu'à la fin de son mandat, le 03 juillet dernier.

• Le Président Nana AKUFO-ADDO a, pour sa part, souligné l'efficacité des actions diplomatiques du Président de la République Togolaise pour garantir la paix, la sé-



rité et la stabilité au sein de notre espace communautaire. Il s'est également réjoui d'accueillir, à l'instar de tous les autres membres, le Togo au sein du Commonwealth.

• Examinant la situation dans la sous-région, les Présidents GNASSINGBE et AKUFO-ADDO ont exprimé leurs

préoccupations face à la montée du terrorisme dans l'espace ouest africain, notamment sa progression vers les pays du golfe de Guinée, marquée, entre autres, par la recrudescence des attaques dans les régions du Nord du Togo. Le Président du Ghana a présenté à nouveau ses condoléances au Président GNASSINGBE, au peuple togolais ainsi qu'aux familles des victimes desdites attaques. Il l'a assuré du soutien et de la solidarité du gouvernement et du peuple ghanéens.

• Les deux Chefs d'Etat ont appelé au renforcement de la coopération entre les Etats de la CEDEAO et ont invité la communauté internationale à plus de solidarité en vue de renforcer les capacités des Etats en matière de sécurité.

• Au terme de sa visite d'amitié et de travail, Son Excellence Monsieur Nana AKUFO-ADDO a exprimé à son frère et ami, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, au Gouvernement et au peuple togolais, ses sincères remerciements et sa profonde gratitude pour l'accueil particulièrement chaleureux et fraternel qui lui a été réservé ainsi qu'à la délégation qui l'accompagne.

Le Président Nana AKUFO-ADDO a invité son homologue togolais à effectuer une visite au Ghana.

Le Président Faure Essozimna GNASSINGBE a accepté cette invitation de bonne grâce. La date de cette visite sera fixée ultérieurement par voie diplomatique.

Lomé, le 28 juillet 2022

Vie chère

LES TOGOLAIS DEVRONT ENCORE SERRER LA CEINTURE

Le phénomène de la vie chère n'est plus un secret pour personne au Togo. Aujourd'hui, aucun pays au monde n'est épargné. Et désormais, les dirigeants de chaque pays usent de leur devoir pour protéger leurs populations face au phénomène qui devient chaque jour plus difficile à supporter par les plus pauvres.

Au Togo, à la suite de l'apparition du phénomène de vie chère lié à la crise mondiale, le gouvernement a pris certaines mesures qui devraient amortir les tensions apparues sur le pouvoir d'achat. Ces mesures qui visent essentiellement à protéger le plus grand nombre de consommateurs, surtout les plus démunis, sont entre autres, la baisse de certaines taxes sur les véhicules qui servent aux transports de marchandises. Le but de cette baisse étant de faire en sorte que les prix sur les marchés ne soient pas affectés par la hausse du prix des produits pétroliers. Concrètement, pour un gros poids lourd, la baisse est très forte, car, le prix passe de 7000 à 5000, soit environ 30% de réduction. Par ailleurs, le gouvernement veille à un gel de la plupart des autres tarifs pour limiter l'impact.

En somme, il s'agit d'un effort

ciblé qui prend en compte la nécessité d'un impact le plus large possible, c'est-à-dire, les capacités du gouvernement et la nécessité d'entretenir notre patrimoine routier qui joue un rôle très capital dans les activités économiques.

Le gouvernement ayant fait sa part, reste désormais la part des citoyens, car les jours à venir, selon certains spécialistes, seront un peu plus compliqués. D'où la nécessité pour chaque citoyen de penser à serrer la ceinture dans ses dépenses.

L'on se rappelle de l'appel du président français Emmanuel Macron, qui invitait les français à penser à faire des économies en matière de consommation de leur énergie. C'est dire combien les gouvernements du monde ne pourront pas à eux seuls supporter le poids de la situation de crise généralisée, et qu'il im-

porte que les populations jouent leur part.

En ce qui concerne le Togo, il urge désormais que chacun de nous interroge sa conscience. Car, il est remarqué que certains commerçants ne répercutent pas les allègements effectués par le gouvernement sur les prix finaux. Ils maintiennent les habitudes de spéculation, contribuant à maintenir leurs frères et soeurs déjà éprouvés, dans la souffrance, puisque ces derniers ne peuvent pas accéder aux produits mis en vente.

De nos jours, il est clair que les temps sont en train de changer, s'ils ne le sont déjà, et donc la vie devient de plus en plus dure partout. Il appartient à chacun de jouer sa partition en toute conscience pour soulager les uns et les autres. Pour ce faire, les commerçants doivent faire appel à leur honnêteté, leur civisme et



leur probité morale.

Le gouvernement devrait pour sa part, changer de paradigme en matière de contrôle, qui semble défaillant, à chaque décision prise

pour soulager les populations, car en toute circonstance, il a le devoir régalién de protéger les populations.

La rédaction

Recensement de la diaspora togolaise et renouvellement des membres du HCTE

L'APPEL DE SAFIOU RADJI

L'équipe chargée du recensement des Togolais de l'extérieur était lundi, 1er août 2022, face à la presse à Lomé. Occasion pour elle d'apporter plus de précision sur le déroulement du processus en cours pour le renouvellement des membres (délégués pays) du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE).

En effet, le processus du renouvellement des membres du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur a été officiellement lancé le 18 juillet 2022, par le ministre des Affaires Etrangères, de l'intégration régionale et des Togolais de l'extérieur, Prof. Robert Dussey.

Lors de la rencontre avec la presse, Charles AZILAN, Directeur des Togolais de l'extérieur, et Safiou Radji, Coordonnateur du Guichet Diaspora, ont rappelé la nécessité pour les acteurs impliqués dans le processus de se mobiliser davantage pour sa réussite. Pour Charles AZILAN, il s'agit à travers cette nouvelle sortie médiatique, de lancer un dernier appel patriotique à l'ensemble de la diaspora togolaise



à adhérer à l'initiative du gouvernement qui n'a pour but ultime que de fédérer et de donner une place importante à la diaspora dans le développement du pays. « Deux semaines après le lancement du premier recensement des Togolais de la diaspora, nous avons jugé bon de rencontrer la presse pour présenter le chemin qui a été fait, et saisir l'occasion pour mobiliser davantage les togolais de l'extérieur à s'approprier le processus qui est en

cours en posant deux actes. Soit, en se portant candidat pour être délégué du HTCE ou à être électeur pour pouvoir participer au choix de ceux qui auront la lourde charge de représenter la diaspora togolaise, en tout cas, de l'incarner vis-à-vis des autorités de notre pays », a-t-il indiqué. Le processus entièrement digitalisé permettra aux Togolais vivants à l'extérieur de choisir 48 délégués pays répartis dans les quatre zones à savoir : zone

Afrique (22 délégués pays), zone Amérique-Caraïbes (5 délégués pays), zone Asie-Océanie (7 délégués) et zone Europe (14 délégués).

« Le processus se déroule en plusieurs phases. Les phases essentielles sont principalement l'appel à candidatures pour les délégués pays et l'appel à inscription des électeurs. Ensuite, la période d'évaluation des candidats, la période de lancement de l'ouverture de la campagne où les candidats présenteront leurs projets et rencontreront les électeurs, viendront. Après, il y aura une période d'ouverture du vote proprement dit et cette période est vraiment crucial parce que tout le vote se passe en ligne et c'est très important pour les électeurs de penser à ouvrir leur compte d'électeur en amont ce qui permettra d'être sûr qu'ils auront la possibilité de voter au moment venu. Le processus par la publication des résultats du vote et l'installation de ceux qui seront élus », a expliqué Safiou RADJI, Coordonnateur du Guichet Diaspora.

Peut postuler au poste de délégué pays, toute personne de nationalité togolaise résidant à

l'étranger et qui répond aux critères accessibles sur le site www.diaspora.tg.

L'équipe chargée de l'opération a par ailleurs rassuré sur la sécurité des données qui seront collectées tout au long de ce processus. « Il n'y pas de risques de fuite de données puisque l'autorité assure la garantie et la sécurité et de la fiabilité de la base de données », a indiqué M. RADJI.

A ceux qui sont toujours retissants et sceptiques vis-à-vis de l'initiative du gouvernement, le coordonnateur du guichet diaspora les invite à faire preuve de sursaut patriotique dans l'intérêt du pays.

« Nous donnons la possibilité à tout le monde sans exception de venir vers nous pour nous dire ce qu'ils souhaiteraient de mieux pour la diaspora. Jusqu'alors, personne ne réagit, mais les critiques persistent. Il faut noter que le dépôt de candidatures pour le poste de délégué pays se poursuit jusqu'au 17 août pendant que l'enroulement des électeurs va jusqu'au 15 septembre 2022.

Avec afrepress.net

Carnet noir

CHARLES KONDI AGBA CONDUIT À SA DERNIÈRE DEMEURE

Le professeur Charles Kondi Agba décédé le 13 juillet 2022 a été conduit à sa dernière demeure le samedi 30 juillet 2022 à Kabou, son village natal, à 434 km au nord-ouest de Lomé après une messe d'enterrement en l'église sainte Thérèse de l'Enfant Jésus de la localité. Des membres du gouvernement, des députés, des universitaires et plusieurs autres personnalités politiques, administratives, religieuses et militaires ainsi que des parents et invités ont participé à cette eucharistie. Elle a été concélébrée par un parterre de prêtres du diocèse de Kara et présidée par le curé de ladite paroisse, Révérend Père Sanguia Sosthène.

Dans son homélie tirée des textes liturgiques notamment Esaïe au chapitre 26, verset 7 à 9, 12 à 16 et 19 ; l'évangile de Jésus Christ selon Saint Mathieu, au chapitre 19, verset 28 à 30, le curé a indiqué que tout est providence et il n'y a pas de hasard sur la terre des vivants. Pour lui, Charles Kondi Agba a tout simplement quitté cette terre pour rejoindre le père céleste dans la vie éternelle. Il a exhorté les uns et les autres à avoir foi en Dieu et à se confier totalement à sa miséricorde. Il a invité sa famille, ses collaborateurs et collègues,

toute la communauté à suivre son exemple de vie.

Des oraisons, le dépôt de gerbe de fleurs et le recueillement des représentants du parti politique Union pour la république (UNIR) ont été les temps forts de cette célébration empreinte d'émotion.

Avant kabou, un hommage a été rendu au défunt le jeudi 28 juillet 2022 à Lomé à l'auditorium de l'Université de Lomé, suivi d'une veille le même jour toujours à Lomé.

Pr Kondi Agba, un militant engagé

Au cours de cette messe, le peuple du Grand Bassar et ses environs, le monde universitaire et politique du pays ont rendu un dernier hommage à l'illustre disparu. Ce dernier a consacré le plus important de sa vie à servir le pays sur le plan administratif et politique.

Des cinq oraisons prononcées pour la circonstance, l'on retient que l'illustre disparu de son vivant a été un personnage hors pair, un homme de rigueur, un travailleur aimant le travail bien fait. Il a été un grand militant du parti au pouvoir, RPT (Rassemblement du peuple togolais) et UNIR qu'il a servi avec abnégation



tion et loyauté. Depuis janvier 2018, il a été le délégué national du Mouvement des Sages du parti présidentiel (MSU). Le défunt a été également ambassadeur de 1990 à 1999 dans plusieurs pays (Sénégal, Cap-Vert, France). Il a occupé des postes ministériels (Santé, Agriculture, Enseignement supérieur).

Le parcours du Professeur

Né en 1948 à Kabou d'un père vétérinaire, Charles Kondi Agba obtient son baccalauréat série D en 1968. Il a poursuivi ses études universitaires d'abord en République Démocratique du Congo (RDC) ex-Zaïre avant d'être admis à l'école vétérinaire de Dakar où il en est sorti en 1975 nanti du doctorat en médecine vétérinaire.

naire.

A son actif, plusieurs publications, le professeur Charles Kondi Madjom Agba, bien que retraité depuis 2013 continuait par dispenser des cours dans les universités du Togo et ailleurs jusqu'à son rappel à Dieu le mercredi 13 juillet dernier à l'âge de 74 ans.

Le messenger & atop bassar

Lisez et faites lire votre journal «Le Messenger tout les mercredis»

LE MINISTRE KODZO ADEDZE LANCE LA CAMPAGNE DE PROMOTION DE LA 17ÈME ÉDITION DE LA FOIRE INTERNATIONALE DE LOMÉ



C'est sous le thème, « compétitivité des biens et services pour la relance économique post covid-19 » que la 17ème édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL) a été lancée le vendredi 29 juillet 2022. C'est le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation Locale, Kodzo Adedze qui a officiellement lancé la campagne en présence des opérateurs économiques, et les hommes de médias.

Ainsi, la FIL repart donc de plus belle et offre aux exposants, l'occasion de rattraper les affaires perdues depuis ces années de suspension pour cause de coronavirus. Selon le programme établi, la manifestation aura lieu du 30 novembre au 18 décembre 2022 à Togo 2000 place de la Foire.

Pour Kodjo Sévon Tépé Adédzé la foire de cette année revient pour redonner de l'espoir aux entreprises nationales et celles de la sous-région.

Pour lui, il s'agit de donner une bouffée d'oxygène aux entreprises éprouvées par deux années de crise économique mondiale au cours desquelles la Foire Internationale de Lomé (FIL) n'a pas pu être organisée.

Le directeur par intérim du CETEF, M. Comlan Nomadoli Yakpey explique, pour sa part, que le Chef de l'Etat a acté la reprise de cette fête foraine dans le strict respect des mesures barrières édictées par le gouvernement afin d'allier l'exigence sanitaire et la nécessité économique.

Comlan Nomadoli Yakpey a, dans la foulée rendu hommage au chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour sa perspicacité dans la conduite des affaires de l'Etat et pour le fait qu'il vient d'apporter une réponse aux attentes des opérateurs économiques et des populations avec la reprise de la FIL.

La foire internationale de Lomé a fait ses preuves pendant plusieurs années et s'impose comme une référence en Afrique avec l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

La rédaction



PHARMACIES DE GARDE PÉRIODE DU 1^{ER} AU 08 AOÛT 2022

- *2000***
Bè Kpota, près du marché Dzifa
22 70 01 69 - 96 37 94 25
- *A DIEU LA GLOIRE***
Legbassito, à 200m du marché,
sur le grand contournement,
voie de Madikpeto
93 26 36 00
- *AEROPORT***
Route Sito Aeroport
22 26 21 22 - 96 51 59 74
- *AKOFA***
Amoutivé, Avenue Maman
N'Danida
22 21 00 97 - 96 80 08 67
- *AVEPOZO***
A coté de la place publique
d'Avepozo
22 27 04 86
- *BETANIA***
Rue Sito, Totsi-Glenkomé non
loin de la salle des Témoins de
Jéhovah
96 80 10 11
- *BETHEL***
Rte d'Adidogomé
22 25 23 70
- *BON SAMARITAIN***
Bè Pa de Souza, Hopital de Bè
22 21 45 30 - 91 34 41 94
- *CAMPUS***
Pavé d'Adewui, à coté de
l'Agence Togocel
22 21 56 32 - 93 38 08 84
- *CHARITE***
A coté du CEG Agoe Nyivé
22 25 12 60 - 90 65 21 90
- *CHRIST ROI***
Kagomé, petit marché
22 27 46 66 - 97 77 12 31
- *DE L'EDEN***
Route d'Aneho, face cité Ba-
guida
70 42 13 98
- *DES ECOLES***
Face Lycée Technique Adido-
gomé et près du CEG, Route de
Kpalimé
22 51 75 75
- *DES ROSES***
Vakpossito, en face de l'Entre-
prise de l'Union.
70 42 37 72
- *DIVINA GRACIA***
Agoe Fiovi, rond point Cool Cat-
ché (ancien carrefour Bafana
Bafana)
99 83 91 00 - 96 80 10 21
- *EL SHADAÏ***
Face Ecole Théologie ESTAO
22 51 44 25
- *EL-NISSI***
Route Lomé-Kpalimé, carrefour
Apedokoe-Gbomamé à 200m de
la station Total d'Apedokoe
99733932 - 70179708
- *EL-SHAMMAH***
Sise à amadahomé à côté de la
maison des jeunes
70 43 25 85
- *EMMANUEL***
Kodjoviakopé, 637, Rue Duis-
bourg, Face Mivip
22 21 30 93 - 90 09 94 03
- *ENOULI***
Rue de la Gare Routière Agbalé-
pédogan
22 25 90 68
- *ESPACE VIE***
Agoè Logopé, face bar Plaisir
2003, Route Partant de l'Entre-
prise de l'Union, Vers CEG Kos-
sigan
99 85 89 07
- *HANOUKOPE***
Avenue de la Nouvelle Marche,
immeuble Radio Kanal FM
22 21 01 15
- *HOSANNA***
Carrefour Sagbado-Séméko-
nawo, en face de la station ser-
vice SANOL
22 51 50 49
- *INTERNATIONALE***
Marché d'Hedjranawoe, Boule-
vard du Haho
22 26 89 94 - 96 80 09 28
- *KPEHENOU***
Bè Kpehenou, Boulevard Hou-
phoet Boigny
22 21 32 24 - 70 45 25 03
- *LA GRACE***
Route Nationale No 1, en face
du terrain de sport Agoé Nyivé,
à côté de l'hôtel Sahara Agoè-
nyivé
22 25 91 65 - 90 56 16 81
- *LA MAIN DE DIEU***
Sise à AGOE ASSIYEEYE non loin
de l'église des Assemblées de
Dieu (Temple Galilée)
93 40 21 21
- *LE GALIEN***
Totsi, Av. Pya, Rue fin Pavée,
près de la banque SIAB
22 51 71 71 - 96 80 09 21
- *LE ROCHER***
Agoe Zongo, sur la route
Nationale N°1, près du terrain
de Golfe
92 30 06 56 - 99 08 05 01
- *LILAS***
7, Route de Kégué
22 26 29 59
- *MAGNIFICAT***
Aflao Sagbado Yokoe, Rue de la
Pampa à 100 m du Palais Royal
de Yokoe
70 44 51 59
- *MATHILDA***
Route PATASSE - Lomégan -
ODEF
22 51 15 34
- *NELLY'S***
Klémé Agbopanou, non loin du
château d'eau, sur la voie de
Segbe à Sanguera
92 01 11 00 - 99 90 90 80
- *NOTRE DAME DE LOURDES***
Agoè Anomé, carrefour des 2
Lions, à côté de l'église des As-
semblées de Dieu Agoè Anomé
22 55 19 64 - 96 80 10 19
- *PROVIDENCE***
Nukafu, Bvd Jean Paul II, à côté
de CECA
22 26 66 48
- *REGINA PACIS***
Adetikopé, près du Bar Sous
l'Antenne
70 45 98 58 - 99 83 90 83
- *ROBERTSON***
Nyékonakpoé, 31, Av. François
Mitterrand
22 22 28 41
- *ST RAPHAEL***
Marché Atikpodji
22 21 84 26
- *ST PHILIPPE***
Sanguera, route Lomé-Kpalime,
près de la station Oando
90 67 33 24 - 99 99 80 04
- *TCHEP'SON***
Face terminal du Sahel (Togblé-
kopé)
96 90 06 64 - 70 42 94 41
- *THERYA***
Mangotigomé, Route de la
Foire Internationale TOGO
2000 (à 300m de la Foire)
22 61 56 52
- *UNIVERS SANTE***
Cité OUA, face à l'entrée du
CHU CAMPUS
22 61 81 43 - 93 88 83 31
- *VOLONTAS DEI***
Avedji, Carrefour SUN CITY
70 42 23 60 - 91 49 54 48
- *ZOSSIME***
Zossimé, sur la route de
Sanguera près du marché de
Zossimé
99 99 80 75 - 70 46 26 64

Pour vos annonces et publicités, contactez-nous au 90 26 15 54

Le Messenger, Votre journal préféré dans les kiosques tous les mercredis

Récépissé N° 259 / 21/ 12 / 04 / HAAC
Maison de la presse, casier N° 61

Directeur de Publication
Tchaboré Bouraïma
Contact: 90 04 71 59
E-mail: tchaboremessenger@yahoo.fr

LA SCOLARISATION DE LA JEUNE FILLE TOGOLAISE PROMUE À SUFFISANCE AU TOGO

La politique de développement mise en œuvre au Togo n'exclut pas les femmes, en l'occurrence la jeune fille en milieu scolaire. Pour le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, il ne fait aucun doute qu'elles font partie des forces naturelles qui peuvent accélérer l'émergence. A partir de cette conviction, des conditions sont créées pour leur épanouissement



Le Togo a un taux d'accès à l'école de plus de 94%, ce qui fait de lui l'un des pays les plus scolarisés dans la zone

Uemoa, avec une grande proportion de filles inscrites à l'école. S'agissant du taux d'achèvement de l'école primaire, on l'évalue à

89%.

La jeune fille apprenante soutenue

Aujourd'hui, les frais de scolarité

n'existent plus à l'école préscolaire et primaire. Par conséquent les filles sont davantage scolarisées depuis 2008. Ces dernières années dans les collèges et lycées publics, la scolarité des filles et moindre par rapport à celle des garçons.

Mais encore, l'Etat a totalement supprimé les frais scolaires dans les établissements publics pour l'année 2021-2022. Sur les 3 000 000 d'apprenants qui ont repris le chemin des cours en septembre 2021, toutes les filles inscrites ont étudié sans rien payer.

De façon continue, des moyens sont mis en place pour lutter contre les préjugés, protéger les apprenantes contre les grossesses précoces, combattre les violences physiques et/ou sexuelles sous toutes leurs formes, éradiquer la discrimination en milieu éducatif, etc.

Forte inscription des filles

C'est une conséquence directe des mesures sociales. 140 575 candidats se sont inscrits au Brevet d'études du premier cycle (BEPC), session de juillet 2021. Parmi eux, il y a 64 917 filles. En 2022, les garçons et les filles candidats au même examen sont de 157 169.

Pour le Baccalauréat première partie (BAC 1), ils étaient 61 910 candidats lors de la session de juin 2021. Le nombre de candidates est par exemple passé de 23 477 en 2020 à 25 106 en 2021, soit une hausse de 6,93% qui représente 1 629 filles supplémentaires. Pour la session de mai 2022, ce sont 75 427 garçons et filles qui se sont inscrits.

Au niveau du Certificat d'études du premier degré (CEPD), 209 172 candidats dont 102 242 filles et 106 930 garçons ont composé pour la session de 2022. Fini l'époque où l'école est "fermée" aux filles qui étaient contraintes de rester à la maison pour s'occuper des tâches ménagères.

Togo-microfinance

UN ESSOR QUI DÉMONTRE LA PREUVE D'UNE FORTE INCLUSION ÉCONOMIQUE

Le Togo est au sommet en matière d'inclusion financière en Afrique de l'Ouest. L'enchaînement des actions gouvernementales en faveur des couches vulnérables depuis des années, pour lutter contre l'exclusion sociale, a conduit à des résultats encourageants. Avec 72,3%, le pays a l'un des taux d'inclusion financière les plus élevés de la sous-région.



Le grand défi relevé est l'élargissement de l'offre des services financiers aux populations exclues du système bancaire classique. En 2020, les actifs du secteur de la microfinance ont augmenté de 20% pour se situer à 260 milliards de francs CFA. Cette croissance fait du pays la quatrième économie dans le classement des systèmes financiers décentralisés de l'Umoa.

Vive les microfinances !

Les microfinances du Togo, en offrant une gamme variée de services financiers, ont ajouté 600 000 nouveaux membres à leur base clientèle en 2021. Au total, le nombre de clients dans le pays a atteint 3,7 millions. Au même moment, le montant des dépôts collectés est de 68 milliards de francs, représentant une progression de 29,5%, contre 14,2% au deuxième trimestre de 2019. L'autre point qui démontre le succès de l'inclusion financière dans le pays est l'essor des services mobile money. Les

transactions électroniques ont augmenté ainsi que le nombre d'abonnés. Ce nombre était de 83 000 en 2013 ; il a bondi à 1,9 million en 2017 puis 2,3 millions en 2018. En tout, 2 200 milliards ont été transférés par les deux opérateurs qui proposent des transactions électroniques. La politique de l'inclusion financière voulue par le gouvernement est en marche.

Lutte contre la pauvreté et l'exclusion financière

En janvier 2014, la mise en place du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) s'est révélée être une arme efficace contre l'exclusion sociale. L'objectif du mécanisme est de sortir les populations de la pauvreté en leur permettant d'avoir accès aux microcrédits. A travers plus de 10 produits, le FNFI a déjà facilité l'accès aux systèmes financiers décentralisés de plus de 1 790 000 personnes. Il y a quelques mois, le gouvernement a annoncé l'extension de l'inclusion financière à 255 000 nouveaux bénéficiaires d'ici à 2025.

Une autre initiative, celle du président de la République, s'ajoute au lot : le projet Eco CCP. C'est Un compte épargne mobile pour l'accompagnement de la population vers l'inclusion financière. De 2018 à 2019, 52 318 transactions ont été effectuées pour 03 milliards de francs CFA. Sans compter les transferts monétaires du gouvernement pour soutenir les populations vulnérables dans le cadre du projet de Filets sociaux et services de base (FSB) et le fameux "Novissi".

PLUS DE DROITS DE TIRAGE SPÉCIAUX POUR FAIRE FACE AUX EFFETS DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

La ministre Secrétaire générale de la Présidence de la République, Sandra Ablamba Johnson a réclamé le 21 juillet dernier plus de Droits de tirage spéciaux (DTS) aux pays africains pour faire face aux effets de la guerre russo-ukrainienne. C'était lors du webinaire de dialogue politique organisé par la Commission Economique pour l'Afrique des Nations unies (CEA). L'évènement a porté sur l'impact de cette guerre sur les prix des matières premières et des produits alimentaires en Afrique.

Lors de son intervention à ce webinaire, la ministre Sandra Johnson a essentiellement évoqué les conséquences du conflit russo-ukrainien sur les politiques publiques, les plans budgétaires et les économies des pays africains, déjà affaiblis par les crises sanitaire et climatique.

« La pandémie de Covid-19 a été un frein aux aspirations des pays africains dont le Togo. Le conflit russo-ukrainien vient aggraver une situation socioéconomique post-Covid déjà fragilisée. Cette situation couplée avec les chocs climatiques perturbe l'offre et les prix sur les marchés internationaux et locaux des matières premières et des produits alimentaires. Elle met à rude épreuve la volonté des pays africains de mettre en œuvre une politique de redistribution de richesses. Cela limite les capacités et l'efficacité de leurs plans budgétaires, mettant ainsi à mal les économies », a exprimé Sandra Ablamba Johnson.

La Secrétaire générale de la Présidence togolaise est revenue sur les difficultés auxquelles font face les économies africaines telles que l'augmentation de la dette et des dépenses publiques, la diminution des recettes fiscales, l'inflation et le resserrement des conditions de financement.

La ministre a assuré que le gouvernement togolais, pour atténuer les effets de cette situation exogène au Togo, a pris une série de mesures en vue de renforcer la résilience économique du pays. Ce qui permet de prévoir une croissance de 5,9% en 2022 contre une prévision initiale de 6,1%, après un taux de 5,5% enregistré en 2021.

Des Droits de tirage spéciaux pour faire face à la situation

Selon Mme Johnson, cette volonté manifeste du gouvernement est aujourd'hui mise à mal par les menaces sécuritaires et attaques terroristes auxquelles font face la région ouest africaine et le Togo.

« Afin d'assurer davantage son rôle de garant de la sécurité, du bien-être et de la prospérité pour tous sur le territoire national, le gouvernement s'organise pour faire face à ce double défi, les conséquences de la guerre russo-ukrainienne et la menace djihadiste et l'extrémisme violent. Tout ceci démontre la détermination du Chef de l'Etat à promouvoir le développement économique et social du pays dans la paix et la stabilité » a-t-elle ajouté.

Toutefois, des recommandations ont été formulées pour l'accès à ces fonds. Notamment l'accroissement de l'allocation des Droits de tirage spéciaux (DTS), l'accélération de leur réaffectation et la mise en place de mécanismes plus souples.

Ce qui devrait renforcer selon Sandra Ablamba Johnson, la liquidité pour aider les pays africains à faire face à la hausse des prix à l'importation des produits pétroliers, des engrais et des denrées alimentaires. Et aussi l'accélération de la restructuration de la dette et le relâchement du déficit en vue de permettre au pays d'accroître les dépenses publiques afin de financer les actions de résilience et de relance économique.

Le ministre, Secrétaire générale de la Présidence de la République a plaidé pour la promotion de la production de l'engrais biologique. Ceci, pour pallier les difficultés d'importation de l'engrais, et de la consommation locale, le renforcement de la solidarité internationale afin de soutenir les Etats africains aux économies fragiles et qui sont confrontés aux conséquences du conflit russo-ukrainien et aux menaces djihadistes.



LA FÉDÉRATION DES ORGANISATIONS PATRONALES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST RENOUVELLE SES INSTANCES DIRIGEANTES À LOMÉ



Les membres de la Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPAO) sont à Lomé pour une assemblée générale ordinaire électorale ce vendredi 29 juillet 2022.

Les travaux vont permettre aux membres de connaître ce qui est la gestion de la Fédération au cours de l'exercice écoulé et de renouveler leurs instances dirigeantes pour la mandature à venir.

L'ouverture solennelle des travaux a été faite par Payadowa Boukpessi Ministre d'Etat, ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires qui représentait la Cheffe du Gouvernement togolais.

Le ministre a fait remarquer dans son intervention que les travaux se tiennent à un moment où le monde fait face à une conjoncture internationale difficile marquée par une inflation généralisée qui affecte le pouvoir d'achat des populations, mais aussi les marques des acteurs du secteur privé.

Pour Payadowa Boukpessi la rencontre de Lomé est une belle occasion pour réfléchir et mutualiser les efforts et les moyens en vue de transformer les potentialités et de tirer pleinement profit de des avantages comparatifs pour construire véritablement un espace économique régional d'intégration et de partage. mais aussi un espace économique robuste et résilient qu'il faut bâtir et à faire grandir ensemble.

Le président de la FOPAO, Jean Marie ACKAH a appelé à l'occasion, les membres à rester soudés.

« Nous devons ensemble, unis et solidaires, nous donner les moyens de faire progresser notre Fédération, qui, il faut le rappeler, regroupe les 15 Patronats de la CEDEAO et la Mauritanie, afin d'aider nos entreprises à prospérer, et, à faire du Secteur Privé, le moteur du développement de nos pays, en toute concertation et coopération avec le Secteur Public », a-t-il indiqué.

Selon le président du Conseil National du Patronat du Togo, Coami Sedolo Tamegnon, si les pairs ouest africains ont placé à cet effet leur espoir dans les regroupements régionaux, depuis 1975, en procédant à la création de la CEDEAO, il importe de leur emboîter le pas pour aller plus loin.

S'appuyant sur les enseignements d'un proverbe africain qui dit que « Pour aller vite, tu peux partir seul. Mais pour aller loin, allons ensemble », Laurent Tamegnon a invité tous les opérateurs économiques à rejoindre la FOPAO, car, pour lui, le rêve c'est d'aller loin ensemble. Il a rappelé que cela ne signifie pas pour autant qu'il faut traîner le pas.

« La vie ne nous attend pas. Les autres acteurs, les autres continents ne nous attendent pas. Pressons le pas, ensemble », a-t-il fait savoir.

La vision de la FOPAO est de faire du secteur privé, le moteur de la croissance économique et l'accélérateur de l'intégration économique régionale.

Les ministres Gilbert Bawara de la fonction publique, du travail et du dialogue social et Kayi Mivedor ministre chargée de la promotion de l'investissement et Kodjo Adédzé, ministre du Commerce, de l'Industrie, de Développement du Secteur privé et de la Promotion de la Consommation locale ont également assisté à l'ouverture des travaux.

Germain DOUBIDJI

DRAME DE POGNOA -SANKOADO

LE TOGO N'EN EST POUR RIEN

Depuis ce lundi matin, des informations selon lesquelles "l'armée Togolaise aurait malencontreusement abattu des civils", circulent sur les réseaux sociaux.

Après plusieurs recoupements, il

est confirmé. Les HANI sont fréquents dans le village aussi". D'autres commentaires vont plus loin: "Bavure du pays voisin, qui avait même inauguré son drone turque en tuant 7 de ses enfants. Voilà le Burkina de la restaura-

avoir vécu une matinée difficile. "Nous venons du Burkina à pognoa sankoado (Oubiagou). À 05 heures du matin, on s'était rassemblé pour l'inauguration d'un moulin. Quelques instants après, un drone a largué des explosifs...



en ressort que ce drame s'est produit dans la province de kompienga plus précisément dans le village de pognoa_sankoado.

Selon plusieurs sources sur place, un drone aurait tué des personnes...sur la toile, nombreux sont ceux qui l'attribue à l'armée Togolaise. Sur la page Facebook d'un blogueur burkinabé, on peut lire "Si les HANI ont des drones, c'est grave. Mais le village étant situé à 10 km du Togo, l'armée Togolaise est soup-

tion". Contactées, des sources sécuritaires Togolaises réfutent carrément toutes ces accusations... : "Nous avons également eu cette information ce matin, beaucoup de personnes nous ont contacté. Le lieu où s'est produit l'événement, c'est au Burkina Faso...Actuellement nous continuons d'accueillir des déplacés de ce village sur nos territoires".

A hauteur de Tambonga, une famille fuyant les attaques affirme

on dénombre plusieurs morts déchiquetés...nous avons perdu aussi certains membres de nos familles...on s'est enfui pour trouver refuge au Togo".

C'est le lieu de rappeler les chers concitoyens à plus de responsabilité et de maîtrise dans les propos et messages distillés sur les réseaux sociaux, en ces moments extrêmement sensibles.

Source : www.radiomotaog.com - **Le titre légèrement modifié par la rédaction**

TYPE D'HABITATION	TARIF ANNUEL
Appartement à trois (3) pièces et plus	30 000 francs CFA
Ville ou concession individuelle	30 000 francs CFA
Étage à un (1) niveau	40 000 francs CFA
Étage à deux (2) niveaux	75 000 francs CFA
Étage à plus de deux (2) niveaux	120 000 francs CFA
Étage sur une superficie supérieure à 100 m ²	120 000 francs CFA

4. COMMENT PAYER LA TAXE D'HABITATION ?

Les personnes qui doivent payer la Taxe d'Habitation sont tenues de souscrire une déclaration sur un imprimé conforme au modèle prescrit par l'Administration fiscale auprès des services des impôts de leur lieu de résidence dans les deux (02) mois de l'entrée de la jouissance desdits locaux.

Le paiement de la Taxe d'Habitation se fait par moitié (à 50%) dans les quinze (15) premiers jours de chaque semestre c'est-à-dire du 1er au 15 janvier pour le premier semestre et du 1er au 15 juillet pour le second.

L'imprimé de déclaration est disponible sur le www.otr.tg

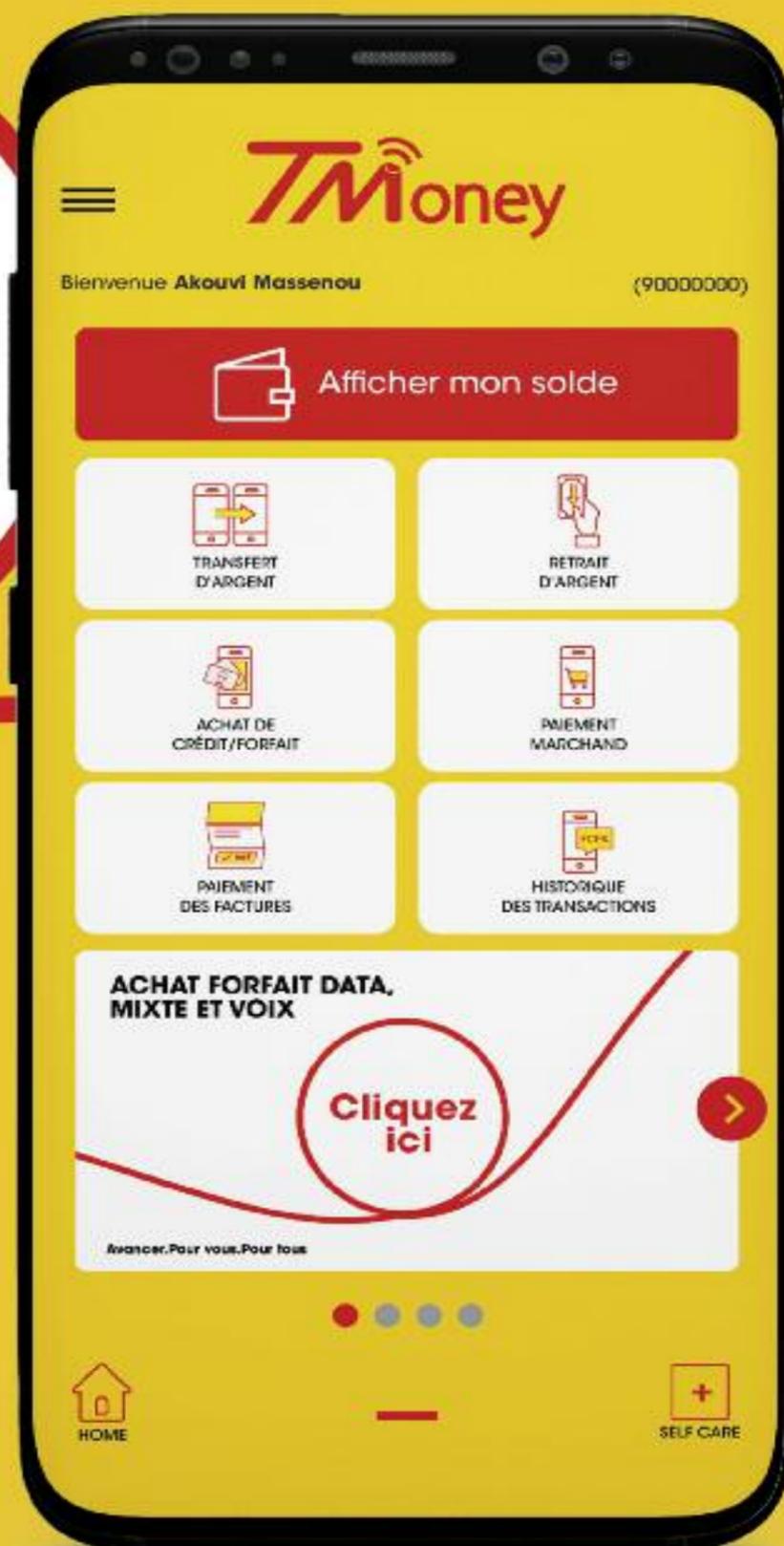
Disons tous OUI à la Taxe d'Habitation pour le développement de nos Collectivités !!!

LA TAXE D'HABITATION
Art. CGI et LFP 288 à 297

OTR
WEST AFRICAN COLLECTIVITIES

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Tous mes services au bout du doigt ? Clic, Appli TMoney !



Téléchargez et utilisez gratuitement l'Appli.

Distributeur Officiel IB BANK Togo en Mobile Money

Avancer. Pour vous. Pour tous.

